

Retraités CGT AIR FRANCE Sud-Ouest

NOUS NE TOURNERONS PAS LA PAGE

L'AGENDA

Jeudi 27 juin.

Assemblée
générale festive



conducteur qu'a été la bataille contre la réforme des retraites.

Sommes-nous gagnant ? Sommes-nous perdant ? Les deux mon capitaine ! Quelle que soit l'issue qu'il adviendra de cette longue

Impossible de clore ce premier semestre sans faire un retour sur son fil

Nous avons le droit d'être pessimiste, autant par le fait que cette réforme, jamais votée par le parlement, a toutes les malchances d'être appliquée, que par de l'obstination de ce président à user de la répression et abuser de toutes les ficelles de la constitution, mettant ainsi à mal notre démocratie. Un tel dédain augure de lendemains plutôt sombres.

mobilisation, non achevée à cette date, elle laissera des traces.

Mais il nous est aussi permis d'être optimiste, aux constats, de l'unité syndicale dans l'action et dans le but à atteindre, qui a permis d'obtenir un niveau exceptionnel dans cette mobilisation. Des millions de personnes, dans les moindres recoins du pays, de tous âges, de toutes catégorie socio-professionnelles, dont beaucoup pour la première fois, se sont fait entendre. Ceci démontre une prise de conscience de la non-justification financière et humaine d'une telle réforme, ainsi que de la nocivité de l'ensemble de la politique antisociale de ce gouvernement.

Celui-ci malgré ses arguments et ses mensonges, n'a jamais réussi à convaincre sur les effets soi-disant positifs de cette réforme. Il a même obligé de démentir, qu'elle avantagerait les femmes, qu'elle permettrait à tous une pension minimum de 1200€. L'opinion publique ne s'est pas laissée duper, non plus, par le président qui prétend défendre la système par répartition alors qu'il voulait l'enterrer en 2019.

Bien que jouant les fiers à bras, ce pouvoir est déstabilisé à tel point que, non seulement, il ne veut tenir compte des souhaits de la population mais ne veut même plus l'entendre contester cette réforme dans la rue. Son seul souhait ; tourner la page et passer à autre chose.

Non, nous ne tournerons pas cette page antidémocratique qui entérine un recul injustifié d'une avancée sociale qui oblige les salariés à s'user 2 ans de plus.

Au-delà de cette réforme, une telle unité syndicale, à entretenir, et une telle constance de l'opinion qui ne souhaite plus subir, doivent nous armer pour attaquer le deuxième semestre avec la même détermination pour contrer ce gouvernement qui se préoccupe davantage des notations du monde de la finance que de savoir si sa population de quoi satisfaire ses besoins élémentaires. Nous devons contrer cette politique antisociale pour une meilleure répartition des richesses dans un pays qui n'a jamais été aussi riche, les dividendes, les profits records affichés sans complexe, et les 413 milliards pour l'armée, en attestent.

Cette bataille contre la réforme n'est pas finie pas plus que celles qui concernent la défense du pouvoir d'achat, de l'environnement, etc. etc... qui nous attendent.



La dictature parfaite aurait les apparences de la démocratie; une prison sans murs dont les prisonniers ne songeraient pas à s'évader. Un système d'esclavage où grâce à la consommation et aux divertissements, les esclaves auraient l'amour de leur servitude. **Aldous Huxley**

Alain POSTEL

Le mot du secrétaire



Nous voilà déjà en milieu d'année, après 14 manifestations énormes, organisées par une intersyndicale unie ou la CGT tient toute sa place, face à un pouvoir qui méprise l'ensemble des travailleurs, 70% des Français et 90% des salariés ne

veulent toujours pas du recul de l'âge de la retraite.

Des dizaine de milliers d'adhésions à la CGT, principalement chez les actifs et une colère qui monte, monte. Face à un gouvernement qui refuse que les députés s'expriment et bafoue la démocratie, que faire? Surtout ne pas baisser les bras. Pour les retraités, le constat est simple; baisse du pouvoir d'achat, destruction du système de santé, disparition des services publics. Notre section s'inscrit dans la continuation de ces luttes et chacun y participe avec ses moyens et disponibilité.



Le 6 juin à Toulouse

Les rapports avec les camarades actifs sont bons et se sont améliorés sur le plan central. Mais le plus gros problème est celui de la continuité syndicale qui limite le nombre d'adhésions à l'USRAF. Des outils existent, ainsi l'Union des Syndicats Retraités 31 a organisé son 11eme Congrès et notre camarade JC Chazottes a été élu au Comité Départemental qui anime et coordonne l'action des syndicats de retraités du départemental.

Il faudrait renforcer toutes les structures, notre Commission Exécutive Locale y compris . C'est nécessaire pour un renouvellent et élargir le nombre de camarades y participant.

L'Assemblée Générale du 27 juin devrait y contribuer et je vous invite à y participer car c'est toujours un moment agréable de convivialité et de débat. Ce sera aussi l'occasion de faire connaissance de Serge Bodrero, notre nouveau Secrétaire Général.

Dans cette période où le gouvernement et les médias font tout pour respectabiliser le RN, je ne peux m'empêcher d'exprimer dégoût devant récupération honteuse scandaleuse que font la. droite droite l'extrême du drame qui s'est passé à Annecy. **Tout**



condamnant de tels actes, il nous faut être combatifs et vigilants devant cette propagande. Sur le plan social tout est fait pour faire passer ceux qui luttent pour des délinquants et pour dénigrer les luttes tout en accentuant la répression.

Le gouvernement compte sur la lassitude et sur le pourrissement. (Tout comme TISSEO et le maire de Toulouse concernant le conflit des traminots) mais c'est un jeu dangereux face à l'exaspération et la colère qui grandissent.

Pour nous retraités les revendications sont toujours à l'ordre du jour et le groupe des 9 continue à organiser l'action. Nous aurons l'occasion d'en débattre le 27 juin durant notre Assemblée Générale ou je l'espère nous serons nombreux à nous retrouver.

Gérard GILABERT

Carnet de deuil

Nous avons aussi appris le décès, à l'Age de 83 ans de Maxime FRANCINE survenu le 18 mai après un long calvaire

Nous avons une pensée pour sa famille.

L'inflation, un problème politique



L'augmentation des prix est devenue insoutenable et atteint des sommets jamais vus depuis plus de quarante ans. Des millions de familles n'arrivent plus à se chauffer, se nourrir, se

soigner. Le gaz, l'électricité, le carburant, le bois de chauffage, sont devenus des produits de luxe.

Les prix de l'alimentation augmentent de jour en jour, certains flambent, comme les viandes, volailles, charcuteries, beurre, œufs, pâtes, etc., tout cela entre +10 et + 40% sur un an selon les produits. Les Français doivent faire preuve de débrouillardise et de sacrifices pour remplir leur panier.

Une situation catastrophique, en particulier pour les personnes en situation de précarité.

D'après une enquête de l'IFOP, 51% des personnes interrogées déclarent sauter des repas régulièrement ou occasionnellement, 41% ont différé certaines dépenses de santé au cours des 12 derniers mois. En outre, 34% admettent avoir des difficultés à payer les charges liées à leur logement.

Selon l'enquête, après le débit des dépenses obligatoires des comptes bancaires, le dix de chaque mois 31% ont moins de 100 euros restants, parmi eux 10% sont à découvert.

Les prix élevés actuels ont un impact négatif sur la vie des Français les plus pauvres, mais aussi sur leur santé mentale. Les troubles anxieux et dépressifs sont beaucoup plus fréquents chez les personnes en difficulté financière, quel que soit l'indicateur retenu.

La faim progresse parmi les jeunes sans ressources, certains retraités, les familles monoparentales. Chaque caddie rempli, chaque facture d'électricité ou de gaz qui arrive rogne dans le vif le pouvoir d'achat.



Cette situation suscite une forte grogne contre le gouvernement73% des Français estiment qu'il ne fait pas assez pour lutter contre la hausse des prix. Soucieux de se défausser de ses responsabilités celui-ci cherche des boucs émissaires.

Avec la complaisance des médias aux ordres il culpabilise les consommateurs eux-mêmes qui ne feraient pas les bons choix, ne se comporteraient pas en bons petits soldats du marché libre et non faussé, c'est-à-dire rechercher à tout moment le prix le plus bas, faire la course aux promotions, mettre en concurrence les distributeurs, quitte à faire quelques impasse sur la provenance, la fraicheur et la qualité des produits.

Toutes les excuses lui sont bonnes, de la sécheresse à la guerre en UKRAINE en passant par les distributeurs et les fournisseurs qui ont droit tout au plus à une gentille leçon de morale.

Pas question de rogner les marges ou baisser la TVA sur les produits de première nécessité, plus les prix augmentent, plus cela fait des rentrées fiscales en TVA dans les caisses de l'État ...

Pas question non plus de s'affranchir de la tutelle des USA dans sa guerre contre la RUSSIE avec toutes les conséquences économiques quelle entraine.

A ce stade, l'inflation n'est plus un simple sujet économique, mais bien un problème politique, une situation qui découle directement des choix gouvernementaux. Pas question pour eux de s'écarter des dogmes libéraux, E.Macron et Le Maire sont là pour protéger les profits des grandes fortunes et des milliardaires, pas le peuple!

Récemment à propos de quelques faits divers sordides E.Macron parlait de « processus de décivilisation de la société ». Mais comment qualifier alors notre société, la sixième économie mondiale, dans laquelle les gens s'appauvrissent et pour certains ne mangent pas à leur faim, dans laquelle les riches sont toujours plus riches, où l'âge de départ à la retraite recule, où les déserts médicaux s'étendent concomitamment avec les files d'attente aux urgences ... ?

Dans ce cas là, le terme de décivilisation me paraît le plus approprié, c'est aussi cela qu'avec la CGT nous combattons au travers de nos revendications!

Une grève exemplaire



« Tant qu'on n'aura pas d'augmentation de salaire, aucune fille ne rentrera ! »

Manon Ovion, déléguée CGT Vertbaudet

C'est une grève pour les salaires. Quand on apprend que notre PDG gagne 60000 euros par mois, comment peut-il prétendre se mettre à notre place? Se mettre à notre place, c'est vivre avec 1 300 euros par mois.

Ce matin, en réunion avec le PDG, on nous a proposé une prime de performance, qui peut aller à 200 euros brut, une fois an, au prorata du temps de travail!

On nous a proposé aussi l'étalement des jours de grève sur plusieurs mois. Ils pensaient qu'on allait rentrer, mais tant qu'on n'aura pas d'augmentation de salaire, aucune fille ne rentrera!

Cette semaine, on a eu nos entretiens, pour être licenciés! Et là, on vient d'apprendre qu'ils annulent les entretiens! (Applaudissements, chant Gloire aux grévistes!).

En AG ce midi, on a voté qu'on continuait la grève jusqu'à ce qu'ils cèdent!

On cohabite depuis le 20 mars avec les CRS, ils sont de plus en plus agressifs.

Ils pensaient qu'on allait avoir peur, ils peuvent doubler leurs effectifs, on restera là, on va gagner!»

CE MOUVEMENT DE DEUX MOIS SUR LE SITE DE MARQUETTE-LEZ-LILLE, SE TERMINE PAR UNE VICTOIRE.

LE PROTOCOLE DE FIN DE CONFLIT EST SIGNE SUR UNE AUGMENTATION GENERALE DES SALAIRES ALLANT DE 90 A 140 € MENSUEL ET LE 13^{Eme} MOIS ET LA PRIME POUVOIR D'ACHAT SERONT VERSES SANS DEDUCTION DES JOURS DE GREVE.

LA FORCE, ENCORE LA FORCE, TOUJOURS LA FORCE.



Une telle démonstration de force est-ce pour montrer ses muscles ou par peur que le peuple assaille le Conseil constitutionnel oui la colère gronde mais ne serait-ce pas plus responsable au lieu d'aligner 15 rangées de CRS d'aligner 15 semaines de négociations que réclament pacifiquement des millions d'entre nous

SALAIRES AIR FRANCE: DES RATTRAPAGES POUR CERTAINS ET 3%, BIEN, EN DESSOUS DE L'INFLATION, POUR LES SALARIES

Lors de, l'AG des actionnaires d'Air France-KLM du 7 juin, la rémunération de Benjamin Smith, au titre de l'exercice 2022, devrait plus que tripler cette année, passant de 900.000 euros à 3,049 millions d'euros, comprenant les 1.089.984 euros de part variable de 2021, dont le versement avait été bloqué en 2021. A cela s'ajoutent les avantages boursiers en actions qui ne pourront toutefois être monétisées qu'en 2025 ainsi que les avantages en nature. Une augmentation qui serait une remise à la normale, en compensation de ne pas avoir été augmenté en 2021 et 22 et ayant atteint les objectif des remboursement des 75% des prêts à l'état.

Combien de salariés d'AF auraient signé une perte de salaire de 25% en 2020 pour obtenir un salaire multiplié par 3 en 2023 ?

Le mot du trésorier

Et Oui et ceux

Bonjour à toutes et à tous

Et Oui c'est encore moi, je vais être très court, je voulais simplement remercier toutes celles et ceux qui m'ont envoyé le chèque en règlement de la cotisation syndicale. Je pense que les autres vont en faire de même, laissons leurs simplement quelques jours supplémentaires et tout ira bien.

Alors envoyez moi vos chèques (ordre USRAF-CGT) à l'adresse ci-dessous :

Guy BOURDEL : 12 rue du palais 31650 St Orens de Gameville. Mobile : 0607945465 Un grand merci à toutes et tous. GUY

Cette année notre assemblée festive se déroulera au restaurant du personnel du centre industriel Croix du Sud à Blagnac le

Mardi 27 Juin à partir de 9h

Votre présence que nous espérons la plus nombreuse possible marquera votre soutien aux luttes en cours.

Moment privilégié pour l'information, l'échange, de débat mais aussi moment important de rencontre, d'amitié et de convivialité.

Pas d'hésitation vous vous inscrivez (un coup de fil suffit)

LA JOURNEE DES RETRAITE(E)S -- LA PETITE FILLE ET LE PAPI

Dis papi pourquoi tu n'es pas venu me voir, comme d'habitude, la semaine dernière ? Tout simplement J'étais à la journée des retraités organisée par notre C.E au centre industriel de Toulouse.

Alors, tu as vu tes collègues? Oui, Mais tu sais nous avions craint que cette journée n'ait pas lieu. Constatant qu'elle n'était pas programmée, notre section syndicale est intervenue par un courrier auprès des responsables du C.E, rédigé par notre camarade Philippe afin d'en connaître la raison, et demander son maintien. Il ne nous est pas interdit de penser que c'est grâce à cette intervention qu'elle a bien eu lieu.



Cette journée c'est bien passée? Bien sûr, ces retrouvailles entre vieux collègues, ce sont des bons moments. C'est toujours un grand plaisir de prendre de leurs nouvelles, de se remémorer les bons souvenirs du temps passé autour d'un petit apéritif, et ensuite, d'un bon repas. Un plaisir aussi pour quelques couples de faire quelque pas de danse,

Cela a dû être triste le papi de vous séparer à la fin de cette belle journée.

Eh oui, après de longues discussions en fin de repas, il a fallu se dire au revoir et se donner rendez-vous l'année prochaine en espérant que cette journée conviviale soit renouvelée sans problèmes cette fois-ci.

Alain Postel

Cette forme originale pour rendre compte de la journée cette journée 2023 du C.E du CIT m'a été susurrée par Claude Mesplède. Cela nous permet d'exprimer une petite pensée pour l'un de ceux qui ont fait vivre brillamment la CGT air France.

Remue-mémoire



Il y a 40 ans « la retraite a 60 ans »



Le premier ministre Pierre Mauroy à l'Assemblée nationale, le 23 juin 1982.



Alors que bon nombre d'entre nous battaient le pavé depuis des semaines pour refuser le report de l'âge légal du départ à la retraite de 62 à 64 ans, tout juste 40 ans auparavant, le 1^{er} avril 1983, entrait en vigueur l'application de l'ordonnance du 26 mars 1982 du gouvernement de pierre Mauroy qui l'avançait à 60 ans.

Ainsi l'une des plus importante revendication, devenait réalité. Quel paradoxe de célébrer cet événement 4 décennies plus tard, tout en bataillant pour éviter un recul social inédit faisant fi de 40 ans de progrès technique et d'une productivité sans comparaison avec cette époque.

''L'histoire enseigne aux hommes la difficulté des grandes tâches et la lenteur des accomplissements, mais elle justifie l'invincible espoir. « JEAN JAURES



GILABERT Gérard 06 74 07 24 84 CHAZOTTES J-C. 06 47 34 67 08 BOURDEL Guy 06 07 94 54 65 POSTEL Alain 06 74 98 16 67 GRABIE Jean 05 61 39 80 49 MARTINEZ Francis 06 14 84 76 75